

# Une compétitivité à renforcer

Le Luxembourg sort du top 10 des économies les plus compétitives et se retrouve à la 11<sup>e</sup> place, selon le World Competitiveness Yearbook (WCY) de l'institut suisse IMD.

**Le pays a perdu trois places par rapport au classement 2017. Il se trouve hors du top 10 et retrouve sa position de 2016. La croissance quantitative observée n'a pas eu de conséquence positive sur le bien-être des résidents. La Chambre de commerce qui a dévoilé ces résultats, hier, a listé cinq défis que le Grand-Duché devrait relever pour sa compétitivité.**

De notre journaliste  
Aude Forestier

La Chambre de commerce du Luxembourg a communiqué hier les résultats pour le Grand-Duché du World Competitiveness Yearbook (WCY), une publication annuelle de l'institut suisse IMD. Le classement a dévoilé la nouvelle place de l'économie grand-ducale dans ce «palmarès des économies les plus performantes». Le pays se trouve désormais à la 11<sup>e</sup> place, mais il «confirme faire partie, "toutes caté-

gories confondues", des économies les plus compétitives parmi 63 pays». Sur les trois premières marches du podium, on trouve les États-Unis, Hong Kong et Singapour. Par rapport à l'édition 2017, le Luxembourg a perdu 3 places. Il sort du top 10 et se retrouve au même rang qu'en 2016.

Comme le souligne la Chambre de commerce dans un communiqué: «La progression de 2017, passage du 11<sup>e</sup> rang au 8<sup>e</sup> n'aura donc été qu'éphémère.» Le Grand-Duché a maintenu son «leadership en termes d'exportation des services, d'investissements directs internationaux ou de richesse par habitants». Il a amélioré sa performance quant à «la croissance de la force de travail ou encore le chômage des jeunes». Mais cette croissance quantitative n'a pas fait décoller le bien-être moyen des résidents. «Le pays étant même en légère décline en ce qui concerne le PIB par habitant», dit l'institution.

Pire encore, la croissance a généré «des effets négatifs»: une situation critique du marché du logement, une «congestion» sur les réseaux de transport, des tensions sur les niveaux des salaires... En outre, le Luxembourg a perdu des places quant à «sa capacité à attirer les talents, l'attractivité de son environnement fiscal, la digitalisation de son économie et l'évolution de sa productivité».

## Une efficacité en baisse

Qu'en est-il du côté des principaux piliers de compétitivité? Il semble que les performances économiques demeurent «solides» avec une 4<sup>e</sup> place cette année, «en baisse néanmoins d'une place par rapport à 2017». L'efficacité des pouvoirs publics, le second pilier, est en baisse pour la deuxième année consécutive (17<sup>e</sup> position en 2018).

D'après la Chambre de commerce, la fiscalité des entreprises peut «porter préjudice à la compétitivité immédiate du Grand-Duché».

Au sujet de l'environnement des affaires, le pays a perdu deux places, se plaçant désormais à la 8<sup>e</sup> position. Il semble que la productivité du pays stagne, «ce qui permet à d'autres économies de rapprocher leur performance à celle du Luxembourg». Le secteur financier tire vers le haut «une économie où le coût de la main-d'œuvre pourrait devenir l'un des principaux enjeux en termes de compétitivité». Les infrastructures (dans le domaine de la technologie et scientifique), dernier pilier, sont encore insuffisantes. Le pays se trouve à la 32<sup>e</sup> position pour le premier et 23<sup>e</sup> pour le second. La réduction de l'empreinte technologique ressemble à un «défi de premier ordre» pour le pays, indique l'institution de la rue Alcide-de-Gasperi, qui a relevé 5 défis pour la compétitivité. Il s'agit, par exemple, d'avancer vers un modèle de croissance durable, axé sur la productivité en s'appuyant sur la stratégie de "Troisième révolution industrielle" ou encore d'augmenter significativement l'offre de logements pour répondre à la demande croissante».

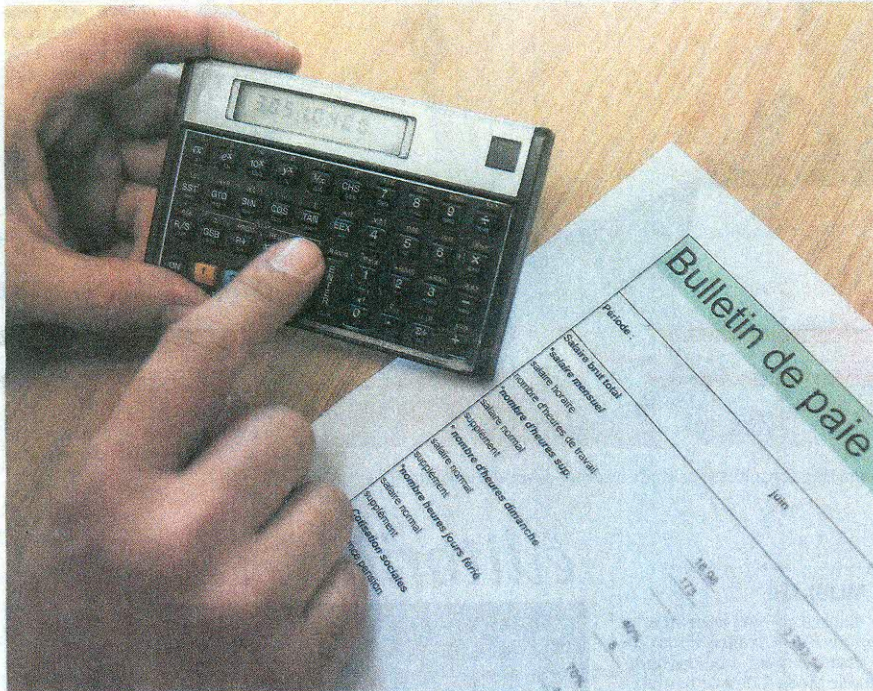


Photo : archives lq

## Une enquête, 260 indicateurs

L'institut suisse IMD (International Institute for Management Development) passe au crible la compétitivité de plus de 60 pays depuis 1989. Le classement proposé s'appuie sur des indicateurs statistiques et sur l'opinion des décideurs économiques et des chefs d'entreprise. Pour la partie luxembourgeoise, l'enquête est coordonnée par la Chambre de commerce. En outre, l'enquête d'IMD repose sur l'examen de 260 indicateurs. Ils sont rassemblés sous quatre piliers: les performances économiques, l'efficacité des pouvoirs publics, l'environnement des affaires ainsi que la qualité des infrastructures.

Le classement met en lumière le fait que la croissance du pays a eu des effets négatifs, comme une tension sur le niveau des salaires.